dodis.ch/36358

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL

Secrétariat politique

3003 Berne, le 7 septembre 1971

p.B.73.8.9.(1). - IN/ar

B 22 SEP. 71

CONFIDENTIEL

Département politique fédéral

Monsieur l'Ambassadeur E. Thalmann (p.s.i.)
Secrétaire général du Département

Monsieur l'Ambassadeur R. Keller
Chef de la Division des organisations internationales

Monsieur l'Ambassadeur S. Marcuard
Délégué à la coopération technique

Monsieur l'Ambassadeur E. Diez
Chef de la Division des affaires juridiques

Monsieur le Ministre M. Gelzer
Suppléant du Chef de la Division des affaires politiques

Monsieur l'Ambassadeur Ch.-A. Wetterwald
Chef du Protocole

Monsieur le Ministre P. Nussbaumer
Chef du Service économique et financier

Monsieur P. Erni
Chef du Service information et presse

Monsieur M. Jaccard
Chef du Service des Suisses de l'étranger

*

Division du commerce

Monsieur l'Ambassadeur P. Jolles
Directeur de la Division du commerce

*

Monsieur l'Ambassadeur A. Grübel
Directeur de l'OFIAMT
3003 Berne

Monsieur H. Langenbacher
Ambassadeur de Suisse en Ethiopie
Addis Abeba

Visite d'une délégation de l'OUA en Suisse:
relations avec l'Afrique australe

Nous nous référons à nos circulaires des 2 et 30 juillet 1971 et nous vous envoyons en annexe un exemplaire du procès-verbal de la conférence interne qui a eu lieu le 24 août dernier.

./.

./.

Dodis

dodis.ch/36358

Nous saurions gré aux différents services de nous remettre le 1er octobre les documents qu'ils sont chargés de préparer, comme nous l'avons demandé lors de la conférence.

Annexe mentionnée

Un exemplaire de la présente circulaire va à:

MM. Brunner, suppléant du Chef du Secrétariat politique du DPF
Simonin
Schenk
Hoffmann

Service politique ouest: M. Indermühle

dodis.ch/36358

p.B.73.8.9.(1)- 1N/HV/ba

Vorbereitende Sitzung vom 24.8.1971
bezüglich Besuchs der OUA-Delegation
in der Schweiz

Botschafter Thalmann:

Begrüssung und Eröffnung der Sitzung um 15.00 Uhr.

M. Brunner:

Introduit le sujet et rappelle la composition de la délégation de l'OUA ainsi que la date envisagée de sa visite (novembre). Il indique ensuite qu'une délégation identique a visité cinq pays l'année dernière. Elle a quitté Rome et Paris satisfaite, bien que les mains vides, alors que des autres capitales elle est repartie mécontente (Londres, Bonn, Washington). Pour ce qui concerne sa visite en Suisse, il s'agit d'imaginer un scénario; nous avons déjà retenu les quelques points suivants:

a) La délégation doit être reçue par le Président de la Confédération, puisqu'elle sera dirigée par le Président de la Mauritanie.

b) Du côté suisse, l'interlocuteur sera le DPF et la délégation sera dirigée par le Conseiller fédéral Graber.

c) Certains membres de la délégation africaine, notamment le Ministre des affaires étrangères d'Algérie, devraient avoir la possibilité d'entretiens sur des questions bilatérales.

Il s'agirait d'articuler la visite de cette délégation sur les deux piliers suivants :

a) Ce qui est important n'est pas tellement ce que l'on dit aux Africains, mais comment on le leur dit.

b) Nous n'avons pas à rendre des comptes ni à nous justifier, mais nous devons expliquer notre position.

Si la visite devait avoir lieu en novembre, le fait serait connu en octobre déjà. Vu l'attitude d'une partie de l'opinion publique suisse et l'approche des élections au Conseil national, il pourrait y avoir

dodis.ch/36358

des retombées; il faut donc manier l'affaire avec précaution.

Les voeux exprimés du côté africain sont les suivants:

1. Conférence de presse: nous sommes d'accord, mais il nous appartiendra de l'organiser.
2. Contacts avec les parlementaires: tout à fait d'accord de les faire participer à des réceptions que nous donnerons en l'honneur de la délégation, mais ils ne devraient pas se transformer en interlocuteurs suisses de la délégation africaine.
3. Contacts avec des industriels ou des hommes d'affaires: si les Africains veulent ces contacts, ils doivent les organiser d'une manière privée.

Le but de la réunion d'aujourd'hui est d'avoir les vues des différents services sur les problèmes d'Afrique australe, afin que nous puissions, grâce au concours de tous, établir notre position.

Ministre Natural:

Rien à signaler. Introduit l'Ambassadeur Grübel qui est présent à double titre: en sa qualité de Chef de l'OFIAMT et en sa qualité de personne privée qui revient d'un voyage en Afrique du Sud.

Botschafter Thalmann:

Bemerkung zum Procedere.

Botschafter Langenbacher:

s. Anhang.

Botschafter Thalmann:

Gibt zu bedenken, dass Südafrika über keinen beliebigen Spielraum in politischer Hinsicht verfügt. Ferner darf unser Handelsaustausch mit diesem Staat, der ein beträchtliches Volumen aufweist, nicht aus den Augen gelassen werden.

dodis.ch/36358

Botschafter Grübel:

Schildert in zusammenfassender Weise die politischen, soziologischen und sozialen Eindrücke eines mehrwöchigen Aufenthaltes in Südafrika. Erläutert in diesem Zusammenhang die Politik der Apartheid und die mit ihr verbundenen Probleme (Mischlingsfragen, job reservation, Bantustans und industrielle Verflechtungen). Daraus geht hervor, dass das Hautfarbenproblem mit einer Klassenfrage vermischt ist, da die Weissen wirtschaftlich auf die Farbigen angewiesen sind. Zum Verständnis der Apartheid-Politik Südafrikas ist es unumgänglich, sich den Ausgangspunkt zu vergegenwärtigen: Die Angst der Weissen vor den Folgen des konsequent durchgeführten Prinzips one man - one vote; Befürchtung einer Sozial-Revolution, die den gesamten Abbau und die wirtschaftlichen Erfolge des Landes gefährden würde. Es ist vor allem diese Angst, welche die Weissen einigt. Hieraus der Gesamteindruck einer tragischen Situation, weil beiden Parteien eine Berechtigung ihrer Standpunkte nicht abgestritten werden kann.

Zum Thema Auswanderung: Von den 5 klassischen Auswanderungsländern (USA, Kanada, Südafrika, Australien und Neuseeland), rangiert die Südafrikanische Union an 3. Stelle. Relativ kleine, aber zunehmende Auswanderung (ca. 3'000 in den letzten Jahren, wovon 50% zurückzukehren pflegen). Als Auswanderungsland ist Südafrika deshalb interessant, weil das Verfahren sehr einfach ist, die Regierung die Reise subventioniert und die Auswanderer bis zu ihrem Stellenantritt betreut. Hinzu gesellt sich die Freiheit bezüglich Niederlassung und Arbeitswahl. Ein wichtiges Motiv der Auswanderer, welche sich im übrigen vorwiegend aus Handwerkern und Technikern rekrutieren, besteht in der Erlernung der englischen Sprache.

Botschafter Thalmann:

Ueberleitung zu den konkreten Fragen des Besuchablaufs.

M. Indermühle:

Confirme les impressions de M. Grübel en ce qui concerne la complexité de la situation. La solution au problème racial proposée par les

dodis.ch/36358

Sud-Africains est l'apartheid, le développement séparé, c'est-à-dire la création d'entités séparées, autonomes, avec la possibilité de devenir indépendantes. De la manière dont les Sud-Africains résoudront le problème et réaliseront cette politique dépendra l'avenir de l'Afrique du Sud. Cet avenir est incertain, mais pour le moment les dirigeants des entités autonomes qui ont été créées jusqu'à ce jour sont des hommes modérés et les Sud-Africains doivent apprendre à collaborer avec eux. Les Blancs sont condamnés à vivre et à s'entendre avec les gens d'autres races.

Botschafter Thalmann:

Hinweis auf eine gewisse Schwächung der Position OUA durch den Besuch Bandas in Südafrika.

Unterstreicht die Wichtigkeit des atmosphärischen Elements, das es bei der Organisation dieses Besuches zu berücksichtigen gilt, eine Erkenntnis, die Paris und Rom auszunützen verstanden, obwohl ja gerade Frankreich eng mit Südafrika zusammenarbeitet, und auch Rom diesbezüglich von keinen grossen Skrupeln geplagt ist.

Der Besuch der OUA-Delegation wird sich aus Visiten, Empfängen und Arbeitssitzungen zusammensetzen müssen. Es stellt sich die grundsätzliche Frage, ob Kontakte mit Industriellen und Parlamentariern organisiert werden sollen.

Zusammensetzung der schweizerischen Delegation: Notwendigkeit einer repräsentativen und kompetenten Bestellung - Leitung durch Herrn Bundesrat Graber, Vertreter der Handelsabteilung und des BIGA, ev. Parlamentarier.

Traktandenliste: Hier wird sich die schweizerische Delegation den Wünschen der afrikanischen Vertreter anpassen müssen.

M. Pictet

Les problèmes relatifs à l'Afrique australe sont bien connus de la Division des Organisations Internationales, car c'est l'ONU qui s'est

dodis.ch/36358

occupée en premier de ces problèmes et c'est à l'ONU que le nom de la Suisse a été cité à ce propos. Une coordination se dessine maintenant dans les pays africains. Ce ne sont plus seulement des ambassadeurs sans instruction qui se penchent sur ces questions, mais des hommes intelligents qui étudient nos relations avec l'Afrique australe. La visite de la délégation de l'OUA est une occasion unique d'expliquer la situation et d'éviter à l'avenir les critiques et les attaques qui pourraient surgir.

Botschafter Langenbacher:

Wirft die Frage auf, ob die schweizerische Delegation nicht von zwei Bundesräten geleitet werden könnte, was die Möglichkeit ergäbe, Herrn Celio beizuziehen. Spricht sich für eine Beteiligung von Parlamentariern aus. In Bezug auf Vertretung von Wirtschaftskreisen scheint seitens der OUA weniger Interesse zu bestehen. Hingegen legt sie Wert darauf, mit dem Direktor der Handelsabteilung und der Nationalbank in Kontakt treten zu können.

M. Brunner:

Fait quelques remarques concernant la visite. Il faudra veiller à ne pas accorder à la délégation africaine des privilèges, en ce qui concerne notamment les parlementaires ou les milieux privés suisses, ou encore la radio ou la télévision, que l'on ne serait pas prêts d'accorder à des délégations sud-africaines ou portugaises qui viendraient chez nous à des fins similaires.

A propos de la visite du Président Banda en Afrique du Sud, il est intéressant de relever que M. Njonjo, "Attorney General" du Kenya et personnage important et proche du Président Kenyatta, a dit récemment à l'un de nos collaborateurs que le Président Banda était heureux de cette visite. Kenyatta estime que l'Afrique doit jouer les deux cartes: celle de la confrontation et celle du dialogue. M. Banda compare la situation en Afrique avec ce qu'elle était en Europe au moment de la guerre froide. Pour surmonter cette guerre froide, il a fallu engager le dialogue avec les pays de l'Est car sinon c'eût été la confronta-

dodis.ch/36358

tion, Nous ne regrettons pas notre politique. En Afrique également, le dialogue pourrait éviter la confrontation.

Minister Bühler:

Unterstreicht die Notwendigkeit, der OUA-Vertretung klar auseinanderzusetzen, dass unserm politischen Spielraum durch die Führung einer Neutralitätspolitik Grenzen gesetzt sind. Davon abgesehen ist die schweizerische Position gegenüber den Staaten der OUA gar nicht so schlecht: Verweis auf die passive Handelsbilanz unserseits. Daneben die Tatsache der Gewährung von Exportrisikogarantie im Umfang von 350 Mio Franken sowie der Förderung schweizerischer Investitionen. (Abkommen mit Tansania, Uganda, etc.).

Botschafter Grübel:

Erwähnt im Zusammenhang mit dem Besuch Banda den wirtschaftlichen Zwang für Kaunda, in Südafrika Mais einkaufen zu müssen.

Herr Erni:

Aeussert sich zum Problem der Kontakte der OUA-Delegation mit der schweizerischen Oeffentlichkeit. Wünschbarkeit der Organisation einer Pressekonferenz durch das Departement, um die afrikanischen Besucher mit der schweizerischen Presse in Kontakt bringen zu können. Zustimmende Kenntnisnahme zum Vorschlag Herrn Langenbachers, die Vertreter der OUA mit einer Dokumentation zu versehen.

Botschafter Thalmann:

Wenn die Pressekonferenz nicht durch das Departement organisiert werden würde, so könnte dies praktisch nur durch die algerische Botschaft gemacht werden, was unserseits vermieden werden sollte. Deshalb Zustimmung zum Vorschlag Erni.

M. Brunner:

Le terrain sur lequel nous serons attaqués est le suivant:

dodis.ch/36358

1. Nos relations avec l'Afrique du Sud.
2. Le problème du Sud-Ouest africain - Namibie.
3. La Rhodésie.
4. Les Provinces portugaises d'outre-mer et Cabora Bassa.

Les différents services sont priés de préparer leurs documents pour le 1er octobre, étant donné que nous partons de l'idée que la délégation viendra en novembre.

1) Division du commerce

Examiner notamment ces quatre chapitres à la lumière de notre commerce avec les autres pays africains; le problème de la garantie des risques à l'exportation; notre refus de politiser le commerce; l'impossibilité de boycotter l'Afrique du Sud pour des raisons politiques.

2) OFIAMT

La question de l'émigration vers l'Afrique australe; mouvement des colonies suisses; la Suisse étant un pays libre, elle ne peut introduire des limitations à l'émigration, car ce serait contraire à sa politique et à son idéologie.

3) Protocole

Doit prévoir le lieu de la réception; la délégation comprendra probablement environ vingt Africains au total. Il faudrait organiser un dîner, éventuellement un déjeuner. Le logement de la délégation est à notre charge.

Ambassadeur Wetterwald:

Organisera un déjeuner et un dîner et invitera également des parlementaires.

4) Coopération technique (M. Brunner)

Relever ce que nous faisons. Examiner la possibilité d'offrir plus de bourses à des Africains.

dodis.ch/36358

Minister Pestalozzi:

Die Probleme, die von Herrn Brunner im Zusammenhang mit unserem Dienst erwähnt worden sind, haben nichts mit Entwicklungshilfe zu tun. Hingegen wären andere Punkte allenfalls auf die Traktandenliste zu setzen: Die humanitäre Hilfe für die Flüchtlinge, wobei unsere Politik noch besser durchdacht werden müsste sowie die UNO-Konvention betreffend Nicht-Diskrimination der Rassen.

M. Pictet:

Les organisations internationales ont fait le tour de la question. Le Haut Commissariat pour les réfugiés a la gestion d'un mini-programme pour des études secondaires et universitaires. Les organisations internationales examinent la possibilité d'accorder des bourses au Haut Commissariat.

Botschafter Thalmann:

Erläuterungen zur bisherigen Haltung (u.a. Frage der Finanzierung wie Fonds der Frelimo, etc.).

5) Les Affaires politiques (M. Brunner)

sont chargées de préparer des études sur nos relations avec les pays représentés par les différents membres de la délégation; la question de l'exportation d'armes et l'embargo décrété contre les pays d'Afrique australe (procès Bührle).

6) Organisations internationales et Affaires juridiques

sont priées d'examiner la question des droits de l'homme, d'expliquer pourquoi nous ne participons pas à la Convention et ce que nous entendons faire. Année contre la discrimination raciale.

M. Krafft:

Mentionne la réponse à la petite question Renschler sur la Convention des droits de l'homme.

dodis.ch/36358

M. Brunner:

Il faudrait également faire l'examen du problème de la Namibie et de l'avis de la Cour internationale de Justice: quelle est notre position, devons-nous tenir compte de cet avis, devons-nous, lors de nos accords avec l'Afrique du Sud, inclure une "clause de Berlin" à l'envers, c'est-à-dire la clause de la Namibie; quels sont les problèmes juridiques que soulèverait une telle clause ?

Botschafter Grübel:

Da die Bundesrepublik immer noch stark in Südwestafrika engagiert ist, wäre es vielleicht nützlich, sich in Bonn zu erkundigen, wie sich die Bundesregierung in der Beziehung aus der Affäre zieht.

Herr Zoelly:

Erwähnt das Problem der Geltung von Verträgen mit Namibia.

7) Organisations internationales (M. Brunner)

Rappeler la déclaration Lindt; expliquer la façon dont la Suisse vote dans les organisations internationales lorsque les questions de l'Afrique du Sud et du Portugal surgissent.

8) Service économique et financier

Résumer l'état des investissements suisses en Afrique du Sud et notre politique à ce sujet. Le cas échéant, comparer la situation avec la réponse donnée à la délégation de l'OUA par l'Italie. (Liberté du commerce et de l'industrie).

Minister Nussbaumer:

Feststellung, dass seitens der afrikanischen Staaten immer wieder der Unterschied zwischen Investitionen und Handelsverkehr hervorgehoben wird. Vor allem die Investitionspolitik ist immer wieder Gegenstand von Angriffen, besonders im Rahmen der UNO. Der Bundesrat hat sich denn auch schon mit dem Investitionsproblem in den Entwicklungsländern verschiedene Male befasst, bsp. bei der Revision des Bankengesetzes.

dodis.ch/36358

Dass dem Finanzsektor der Schweiz spezielle Aufmerksamkeit gewidmet wird, ist angesichts seiner überdimentionalen Bedeutung nicht verwunderlich. So wird auch der Besuch der OUA-Vertreter im Zeichen unserer Investitionspolitik stehen.

Minister Bühler:

Es muss klargestellt werden, dass wir die Privatinvestitionen nicht zu bremsen vermögen, da keine Devisenbewirtschaftung besteht. Restriktionen sind höchstens bei den Krediten denkbar; es ist in diesem Zusammenhang daran zu erinnern, dass hiefür keine ERG gewährt wird.

Botschafter Thalmann:

Schliesslich kann auch gesagt werden, dass typisch schweizerische Institutionen (Bankgeheimnis) nicht nur Südafrika, sondern auch den andern afrikanischen Staaten zugute kommen.

Minister Bühler:

Je mehr der Industrialisierungsprozess in Südafrika gefordert wird, desto mehr werden die Farbigen auch integriert, ein der Apartheid zuwiderlaufender Effekt.

Botschafter Langenbacher:

Bemerkt, dass diese Art rationaler Argumentation bei den Afrikanern nicht verfängt, da für sie die Apartheid ein moralisches Problem, ein ausschliessliches Problem der Menschenwürde darstellt.

Botschafter Grübel:

(Marxismus-Theorie)

Botschafter Langenbacher:

Noch eine Bemerkung zur Zusammensetzung der Schweizerdelegation: Da das "Institut africain" in Genf bei den Afrikanern in sehr grossem Ansehen steht, wäre es vielleicht angezeigt, einen Vertreter dieses Instituts in die Delegation aufzunehmen. Ebenfalls wäre an einen

dodis.ch/36358

Delegierten des IKRK zu denken. Das Who's who der afrikanischen Besucher soll durch die zuständigen Botschaften geliefert werden.

M. Brunner:

Nous préparerons également une version anglaise des textes que nous remettrons aux membres de la délégation. Il y aurait lieu de prévoir la traduction simultanée lors des entretiens.

Ministre Natural:

Aborde la question de la visite sous un autre aspect. Si Bouteflika vient, il ne faudrait pas perdre là l'occasion de soulever le problème algérien. Avec les autres membres, nous pourrions également traiter des questions bilatérales s'il y en a. De toute manière, si nous recevons un membre de la délégation séparément, nous ne pouvons pas ne pas recevoir les autres.

Minister Gelzer:

Was den politischen Sektor anbetrifft, stellen sich zurzeit keine besondern bilateralen Probleme mit den Staaten der OUA, natürlich mit Ausnahme Algeriens. Macht darauf aufmerksam, dass eventuelle Sondergespräche mit Bouteflika während des OUA-Besuches im Zusammenhang mit einer vorgesehenen Visite einer algerischen Regierungsvertretung vor November gesehen werden müssen, somit ein Problem des Timing.

Botschafter Thalmann:

Sondergespräche zwischen dem Departementschef und dem algerischen Aussenminister im Rahmen dieses Besuches sind nicht unproblematisch, allenfalls denkbar bei einem Essen.

Ministre Natural:

A propos de la déclaration Lindt, nous pouvons la rappeler dans nos entretiens, mais pourrons-nous y faire allusion dans le communiqué ?

dodis.ch/36358

Minister Gelzer:

Mahnt zur Vorsicht bezüglich einer Verwendung der Erklärung von Teheran im Presse-Communiqué.

Botschafter Thalmann:

Unterstreicht die Notwendigkeit, dass die Pressemitteilung vom Departement, ohne Verhandlung mit der OUA-Delegation, zu redigieren ist.

M. Pictet:

La visite n'est pas encore annoncée, quand allons-nous le faire? S'il n'y a pas encore de date, ne pouvons-nous pas l'annoncer sans date, afin de dégonfler l'atmosphère?

Botschafter Thalmann:

Ablehnung des Vorschlags, diesen Besuch jetzt schon offiziell anzukündigen, d.h. bevor definitives Datum und Zusammensetzung der Delegationen bestimmt sind.

M. Brunner:

Indique que le chargé d'affaires du Portugal l'a informé qu'à l'OTAN le représentant des Pays-Bas a annoncé la visite d'une délégation de l'OUA qui viendrait en Europe soit entre autre aux Pays-Bas et en Suisse. Les Pays-Bas ont fait savoir au Portugal que la délégation serait reçue, mais que l'on serait très prudent. Le représentant du Portugal à Berne était chargé de se renseigner si la visite en Suisse aura lieu et quel sera le programme, etc. M. Brunner a répondu affirmativement et donné quelques indications.

Botschafter Langenbacher:

Ruft in Erinnerung, dass noch keine offizielle Mitteilung (wie angekündigt) über die Zusammensetzung der Delegation seitens der OUA eingetroffen ist.

dodis.ch/36358

Botschafter Thalmann:

Gibt zu bedenken, dass die Schweiz mit der Südafrikanischen Union und mit Portugal normale diplomatische Beziehungen unterhält, und dass es deshalb nicht angeht, diese Staaten anlässlich des OUA-Besuches zu brüskieren.

Schluss der Sitzung: 17.15 Uhr.

dodis.ch/36358

ANHANG

KONFERENZ 24. AUGUST 1971 - BERN
OAU - DELEGATION

Langenbacher: Eine gezielte Umfrage bei verschiedenen OAU-Chefdelegierten ergibt das folgende Bild:

1. Wie Afrika, so ist auch die OAU jung und sensibel, sucht Anerkennung und Verständnis. Die Organisation reagiert sehr empfindlich, besonders auf alle Formen des Paternalismus und des politischen Zynismus, wie er in den westlichen Industriestaaten oft noch anzutreffen ist.

   Afrika sucht insbesondere Verständnis von seinen Freunden, zu denen es auch die Schweiz zählt. Dazu der Botschafter Senegals: "Wenn die Schweiz kein Verständnis für uns hat, wer soll dann noch Verständnis haben?"

   Aus der Enttäuschung über unser mangelndes Verständnis ergibt sich oft die feststellbare Hass-Liebe der Schweiz gegenüber. Wir sind die "betrügende Geliebte".

2. Trotz Bewunderung und Liebe ist die Kenntnis unseres Landes in der OAU nur cliché-haft, oder jedenfalls ebenso schlecht, wie unsere Kenntnis des schwarzen Afrikas. Man kennt uns zu wenig. Dies gilt insbesondere für die jüngere Generation Politiker und Diplomaten. Einige Beispiele dazu:

   - Man meint, Handel und Investitionen in Südafrika seien Teil unserer Regierungspolitik
   - Keine Kenntnis des Waffenembargos
   - Man kennt unsere Neutralität nicht oder interpretiert sie falsch.

./..

dodis.ch/36358

3. Daraus ergeben sich zwei Schlussfolgerungen für den Besuch der OAU:

   1) Wir müssen der OAU einen verständnisvollen, herzlichen Empfang bereiten und die Gelegenheit zu einer Demonstration des guten Willens benützen. Wir müssen ein offenes Gespräch der ehrlichen Partnerschaft führen. Die Form ist für den Afrikaner oft wichtiger als der Inhalt.

   2) Wir müssen, auf einfache Weise, erschöpfende Information bieten. Hier ist eine günstige Gelegenheit, uns Afrika zu erklären.

   3) Ueber den Rahmen dieses OAU-Besuches hinaus müssen wir Information und Good-will inskünftig auch in anderen Formen vermehren: Good-will-mission, Journalistenreisen, Parlamentarier-Besuche, Freundschaftsgruppen im Rahmen der Interparlamentarischen Union, Einsatz von Radio und Fernsehen, Gründung einer Freundschaftsorganisation Schweiz-Afrika. Weshalb ist nie eine Schweizer-Zeitung an den OAU-Sessionen vertreten? Könnte nicht etwa die NZZ einen Korrespondenten nach Addis-Abeba delegieren?

      Wichtig scheint mir aber auch die Verstärkung unserer Botschaften in Afrika, damit wir uns neben Handel und Kolonie auch mit eigentlichen politischen Aufgaben, mit dem notwendigen dauernden politischen Dialog befassen können, für den unter den heutigen Umständen nur die "Restkraft" einer Botschaft eingesetzt werden kann.

4. Die Apartheidfrage ist für Afrika eine Frage der Moral, der Menschenwürde, die alles überschattet, eine Frage von symbolhafter Bedeutung und ein Masstab, an dem alle Nichtafrikaner gemessen werden.

   Die Diskussion wird von den beiden Haupttriebskräften der afrikanischen Politik erfüllt und bewegt: Instinkt und Emotionen. Vernunft zählt nicht. Dass es den Schwarzen in Südafrika wirtschaftlich besser geht, dass sie Schulen, Universitäten, Spitäler haben, ist unbedeutend. Was allein zählt, ist das Kriterium der Menschenwürde.

./..

dodis.ch/36358

5. Die wichtigsten OAU-Hinweise aus dem grösseren politischen Hintergrund sind:

- Die Bevölkerungsexplosion vermehrt die wirtschaftlichen Schwierigkeiten und die politische Unruhe. Sie drängt Afrika in die Arme des Totalitarismus und des Kommunismus. Die westlichen Industriestaaten fördern diesen Trend mit ihrer Südafrikapolitik.

- Je mehr Südafrika von den Industriestaaten zementiert wird, desto näher rückt die bewaffnete Auseinandersetzung, von der schliesslich der Kommunismus profitieren wird. Die Zeichen stehen an der Wand.

- Der Westen entfremdet sich das schwarze Afrika, und besonders seine Jugend.

- und auf die Schweiz bezogen: Afrika erkennt mehr und mehr die Gefahren des Kolonialismus und Neo-Kolonialismus aus West und Ost, gleichzeitig aber auch die Vorzüge der Neutralen. Die Chance der Schweiz wird damit grösser.

- Die Neutralität der Schweiz sollte - richtig und aktiv verstanden - befähigen, Afrika auf konstruktive Weise zu helfen.

- Wenn die Schweiz inskünftig - später auch einmal in der UNO - ihre traditionelle Mittler-Rolle spielen will, braucht sie das Verständnis und das Vertrauen Afrikas.

6. Was erwartet die OAU?

Die Erwartungen liegen auf moralischem und praktischem Gebiet:

- sehr wichtig ist der OAU das klare Bekenntnis der Schweiz gegen die Apartheidpolitik. Die OAU misst dieser Verurteilung (Teheran!) besonderes Gewicht in ihrer politischen Waagschale bei.

./..

dodis.ch/36358

- Einwirken auf Südafrika dank unserer Beziehungen. Interpretation der Wünsche der schwarzen Afrikaner. Eine Mittler-Rolle. Förderung eines Wechsels der Rassenpolitik Südafrikas.

- Bremsung des privaten wirtschaftlichen Engagements in Südafrika. Wir sollten Wirtschaft und Banken überzeugen, dass ihre Politik auf lange Sicht kurzsichtig ist. "Wollt Ihr ganz Afrika eines augenblicklichen Gewinns wegen verlieren?"

- keine Export- und Investitions-Risiko-Garantien

- praktische Hilfe: Wie im Kriege Leiden lindern auf humanitärem Felde.

- Stipendien für Flüchtlinge auf den von weissen Minderheiten regierten Gebieten.

- Ueberprüfung unserer bilateralen Handelsbeziehungen mit Schwarz-Afrika. "Auch wir sind wirtschaftlich interessant!" Anwendung des schweizerischen Verständnisses in int. Org. (etwa in der UNCTAD) das oft lobend erwähnt wird, in den bilateralen Beziehungen.

7. Sanktionen der OAU sind nicht ohne weiteres auszuschliessen, auch wenn die Mehrheit der Mitgliedstaaten die Grenzen des OAU kennt und in dieser Hinsicht Vernunft zeigt. Wir können auch stets mit guten Freunden in der OAU rechnen.

Wir gehen einem heissen Afrika-Jahr entgegen (Namibia-Frage vor dem UNO-Sicherheitsrat; Sicherheitsratsitzung in Afrika; Generalangriff in der UNO-Generalversammlung; progressive Elemente in der OAU heizen die Leidenschaften an; man "wittert Morgenluft" und rechnet mit zunehmenden Sympathien der Weltmeinung; Beschlüsse des Weltkirchenrats etc.). Ein Unsicherheitsfaktor ergibt sich in der OAU immer wieder aus der Tatsache,

./..

dodis.ch/36358

dass afrikanische Instinkte und Emotionen leicht zu manipulieren sind. Oft bleibt auch den Gemässigten nichts anderes übrig als Ja zu sagen, um die fragile afrikanische Einheit nicht zu zerstören.

8. Das Gespräch in Bern ist in erster Linie zur eingehenden Erläuterung des schweizerischen Standpunktes zu benützen (Unsere bisherigen Massnahmen, Rechtslage, freiheitliche Strukturen, Universalität unserer Beziehungen, Nicht-Einmischung in innere Angelegenheiten, Umfang unserer Beziehungen zu Südafrika, Neuregelung der Waffenausfuhr, unsere Beziehungen zu Schwarz-Afrika, Bedeutung der Grundsatztreue für einen Kleinstaat, um glaubwürdig zu bleiben, etc.).

Unter Umständen könnte eine Dokumentation dazu abgegeben werden (die in der Folge bei allen OAU-Mitgliedstaaten zirkulieren würde, womit wir eine zusätzliche Informationsmöglichkeit erhalten).

Unsere Erläuterungen haben im Geiste echter Partnerschaft, des Realismus des Kleinstaates zu erfolgen. Vielleicht könnten wir auch schon ein Zeichen des Verstandnisses in Form einiger Stipendien für rassische verfolgte Flüchtlinge geben.

Wir sollten jedenfalls die Gelegenheit benützen, Afrika die Schweiz seiner Modell-Vorstellungen zu bestätigen. Wir haben die ausgezeichnete Chance eines Neubeginns zu einem konstruktiven Beitrag an das Werden des schwarzen Kontinents.